

Indicateurs au rouge

Tribune - Ndimby A. - 21/03/15

« *Le spectre du failed state* » (État défaillant) évoquons-nous dès [octobre 2009](#), à cause des risques que posait sur le pays le coup d'État d'Andry Rajoelina [1]. Ce statut se caractérise par « **une perte de contrôle territorial, l'érosion de l'autorité légitime dans les décisions collectives, l'incapacité à fournir des services publics raisonnables, et une incapacité à interagir avec la communauté internationale** ». Si on se base sur cette définition, Madagascar n'est pas un État failli. Heureusement, car personne ne souhaiterait cela. Mais les dirigeants doivent être conscients qu'ils se trouvent à la croisée des chemins, et que de leurs actions immédiates dépendra le futur proche. Le général de brigade aérienne à la tête du Gouvernement doit donc agir sur le manche et la manette des gaz, sous peine de voir son avion décrocher.

Une perte avérée de contrôle territorial.

Les faits autorisent à se poser des questions sur la capacité de l'État à contrôler son territoire. Que l'on considère l'incapacité des forces de l'ordre à faire régner la sécurité dans le sud du pays, malgré l'opération de propagande « *dahalo niova fo* » du Premier ministre heureusement limogé Kolo Roger ; ou encore les cargaisons de bois de rose qui s'échappent allègrement de nos côtes au nez et à la barbe de la gendarmerie et de la marine nationale ; sans parler des [deux tonnes d'or qui quittent le territoire chaque année](#), et qui sont pourtant répertoriés officiellement ailleurs comme provenant de Madagascar, malgré la suspension officielle d'exportation d'or depuis 2012 ; ou enfin de l'affaire [Swiss Leaks](#) qui a révélé une évasion de près de 146 millions de dollars en provenance de Madagascar depuis 2006. Pour couronner le tout, les forces de l'ordre ont récemment révélé un [trafic d'armes à une échelle importante](#), avec des tentatives d'interventions pour protéger les malfaiteurs.

Mais au-delà de « ces grands sujets », l'explosion de la petite et moyenne délinquance souligne que le fameux « monopole étatique de la violence légitime » chère à Weber n'est plus d'actualité, d'autant plus que l'existence de ripoux et de corrompus au sein des forces de l'ordre ou de la Justice est dénoncée même par les autorités de ces départements. Braquages sur les routes nationales ; attaques à mains armées de magasins et domiciles ; et même des phénomènes inquiétants qui apparaissent, tels que les détresseurs qui n'hésitent pas à fracasser les vitres de voitures dans les embouteillages en plein jour, ou ces jeunes filles qui entrent dans les voitures pour ensuite y crier à la tentative de viol. Faut-il voir dans tout cela, outre la défaillance de l'État à assurer la sécurité des citoyens, une paupérisation de la population ou un appauvrissement des mentalités ?

Érosion de l'autorité légitime dans les décisions collectives.



Quand le ridicule ne tue pas (source : Facebook)

Pour être respecté, il faut être respectable, et beaucoup de phénomènes ne plaident pas en faveur de la crédibilité de l'équipe actuellement au pouvoir. Les manœuvres politiciennes depuis un an pour tenter de bricoler des courants favorables au chef de l'État à l'Assemblée nationale ; les tentatives de donner une envergure au parti HVM, qui s'agite pour être visible, même de façon très incongrue ; l'initiative déplorable envers les entreprises d'Antsirabe, invitées par le Chef de Région ([selon un document révélé par TanaNews](#)) à financer les assises régionales du parti HVM ; ou encore ces panneaux bizarres à la gloire du HVM sur des chantiers de travaux publics financés par l'État (toujours à Antsirabe !), autorisent des questionnements légitimes sur la conception de l'éthique au sein de ce parti, si ce n'est sur les motivations d'un zèle aussi suspect dans cette région.

Mais il y a également des décisions stupides, comme cette interdiction de téléthon projeté par le parti MAPAR de Andry Rajoelina pour venir en aide aux sinistrés de Toliara, sous prétexte que le BNGRC a le monopole de la gestion de la situation. Même s'il est évident qu'il y a une volonté de récupération politique derrière, si cette opération pouvait soulager certains de nos compatriotes dans le besoin, elle est par essence louable. Refuser que les sinistrés soient aidés pour des motifs de guéguerre politique est le comble du ridicule, d'autant plus que le Gouvernement ne se prive pas à côté de demander du soutien, et que de nombreuses associations organisent directement leur action sans passer par le BNGRC. Mais la cerise pourrie sur le gâteau avarié est sans doute cet

acharnement à donner un statut spécial à Antananarivo, juste dans le but de démanteler l'autorité du futur maire de la Capitale. Et là encore, pour une raison politique minable : le HVM sait que même en mettant le Christ comme candidat, il perdra ces élections. Avec de telles manœuvres dont la bassesse dépasse l'entendement, il ne faut pas que ce parti s'étonne de manquer de crédibilité et d'estime aux yeux du grand public, ce qui l'oblige à tant d'artifices pour compenser.

Des difficultés à fournir des services publics raisonnables.

Enlèvement des ordures, réfections des routes, insécurité publique sont autant de domaines où la défaillance de l'État est manifeste. Et s'il ne prend pas la peine de gérer vite et bien la situation des sinistrés suite aux récentes intempéries, l'explosion sociale lui pend au nez. Le contexte favorise la tension avec la hausse du prix des denrées alimentaires, et la situation de détresse des familles sinistrées va alimenter encore plus la délinquance urbaine. Des organisations fortement soupçonnées de liens avec des groupes islamistes profitent de la situation pour fournir de l'aide humanitaire, tout en installant des mosquées. Les dirigeants sont-ils conscients des dangers de cette situation ?

Tout cela est un terreau favorable pour que les habituels pitres et illuminés du cirque politique s'agitent, les uns pour poser des ultimatums, les autres pour projeter des descentes dans les rues. Quand on connaît le profil peu recommandable de certains de ces individus, on peut raisonnablement s'inquiéter. La plus grande difficulté pour le Gouvernement sera de gérer ces revendications, sans verser dans la répression, alors que le camp d'en face ne souhaite qu'une chose : pousser le pouvoir à la faute pour créer les martyrs dont toute révolution a besoin.

La seule (relative) bonne nouvelle : de (relatives) bonnes relations avec la communauté internationale.

Depuis le retour à l'ordre constitutionnel avec l'élection du Président Rajaonarimampianina, la communauté internationale multiplie les gestes de bonne volonté. Le chef de l'État est invité à des sommets internationaux (trop souvent même aux yeux de la population). Après le FMI qui a décaissé 47 millions de dollars au titre de la Facilité de crédit rapide en mai 2014, les aides budgétaires des principaux bailleurs de fonds (65 millions d'euros de l'Union européenne, 45 millions de dollars de la Banque mondiale, 37 millions d'euros de la Banque africaine de développement) sont décaissés depuis le dernier bimestre 2014. Et contrairement à la saillie maladroite de l'Ambassadeur Goldblatt qui a tenté de lancer une intox vite éventée, il semblerait, selon toutes nos sources auprès des bailleurs de fonds, que le limogeage de l'ancien Directeur général du Trésor Orlando Robimanana n'aura aucune incidence, car *off-the-record*, tous parlent d'une même voix mettant en avant les relations de travail avec une institution, basées sur des principes, et non sur une personne. Par conséquent, si on considère que la communauté internationale dépasse le seul cadre de l'Ambassade de France, les relations avec elle se passent plutôt bien.

Cela ne signifie sans doute pas que la communauté internationale est aveugle ou manque de lucidité. Ses représentations diplomatiques ou multilatérales sont truffées de conseillers ou d'analystes politiques étrangers ou malgaches, voire d'espions, et qui lui permettent de connaître la situation politique du pays avec un recul que n'ont pas ceux qui sont enivrés par leur propres discours. Mais il y a sans doute chez la communauté internationale une volonté naïve de penser qu'elle peut influencer sur les choses, car de toutes manières, elle a pour mission d'agir, même si les résultats dans le contexte sont loin d'être garantis. Et c'est sans doute aussi par lucidité qu'elle n'a pas les robinets grands ouverts, malgré les appels répétés des dirigeants pour plus de financements. Mais plus de financements nécessite d'abord plus de crédibilité.

La nomination à quelques mois d'intervalle de deux des meilleurs communicants malgaches dans les rouages de la communication étatique (Tsilavina Ralaindimby à la Présidence et Vanf à la Primature), ne doit pas faire oublier une chose fondamentale : c'est sur la qualité des faits politiques que doit se fonder une bonne communication politique. Avoir pour mission de présenter un verre aux trois-quarts vide comme étant entièrement plein, cela s'appelle de la vulgaire propagande, ou un miracle. Il serait plutôt préférable de remplir le verre, plutôt que d'en parler.

Notes

[1] Avis aux amateurs : ceux qui rêvent qu'on ne parle plus des impacts des méfaits de ce personnage, pour favoriser un oubli propice au révisionnisme historique, peuvent aller se rhabiller, ou arrêter de lire.